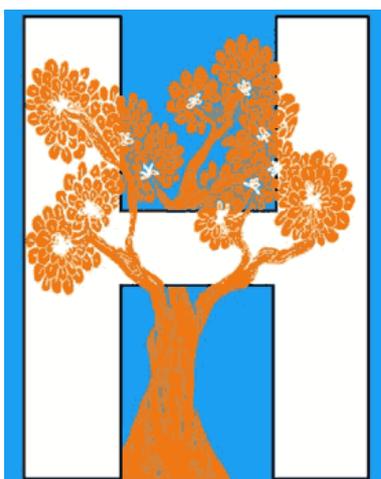


<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2273>



La santé, grande cause nationale...

- Actualité Evènements-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : jeudi 18 juillet 2024

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

... des gouvernants à l'épreuve des faits maintenant !

Le droit à l'accès aux soins n'est pas respecté dans notre pays ; toutes les études montrent la gravité des inégalités sociales et territoriales et la santé est une préoccupation majeure de la population.

Rappelons les principales propositions de la Coordination des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité :

L'accès aux soins et à la prévention suppose suffisamment de soignants, bien formés et également répartis sur le territoire ! Cela nécessite déjà de garder ceux que l'on a : revalorisations salariales, respect de leur éthique professionnelle et en ce qui concerne les médecins, égalisation des revenus entre secteur public et privé et entre spécialités et partage de la permanence des soins. Les PADHUE (praticiens à diplôme hors union européenne) doivent être validés. Il faut former des soignant-es en nombre, en les salariant pendant leurs études en échange d'un engagement de service public. Enfin, la liberté d'installation s'arrête là où commence l'intérêt général !

L'organisation sanitaire doit être élaborée démocratiquement et se faire autour du service public avec un maillage d'hôpitaux répondant aux besoins de proximité, aux besoins en psychiatrie aussi et une impulsion nationale pour un service public de soins de premier recours autour des centres de santé.

Il faut en finir avec les restes à charge pour les malades : interdiction des dépassements d'honoraires et mise en place d'un remboursement à 100 % par la Sécurité Sociale des soins prescrits. L'indemnisation des arrêts de travail ne doit pas être limitée par des jours de carence.

Aller vers un pôle public du médicament : la sécu n'est pas là pour enrichir les labos pharmaceutiques.

La Macronie, s'est bornée à des effets d'annonce sans traduction concrète. La Droite et son extrême leur xénophobie, leur projet de supprimer l'AME (Aide Médicale d'État) sont contraires à la nécessité de l'accès aux soins de toutes et tous vont continuer à distiller leur venin démobilisateur.

La volonté de diminuer, ce que nombre de gouvernants depuis des décennies appellent les charges sociales assècherait la Sécurité Sociale, notre bien commun.

La mobilisation concrète sur le terrain et coordonnées pour redonner les moyens, reste le levier essentiel pour un avenir qui ne soit pas le mur de catastrophe que nous construisent les fanatiques de la soumission aux gestionnaires financiers.

Henri (sud-Aveyron) inspiré par les amis de Monceau les Mines